

**VILLE D'AULNOY-LEZ-VALENCIENNES**  
**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**MUNICIPAL**

**Séance du 9 juin 2023**

**Secrétaire de séance : madame Dany SANIEZ**

**n° 10.**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Entreprise Valdunes**

**Projet de motion**

**Il est proposé au conseil municipal d'adopter le projet de motion suivant, relatif aux salariés de l'entreprise Valdunes, en grève actuellement :**

**Soyons solidaires des salariés de Valdunes !**

L'usine Valdunes est la dernière à produire des roues et des essieux de trains, notamment pour la grande vitesse.

Une importante baisse des commandes pendant la crise du Covid a fait craindre le pire aux salariés et aux responsables syndicaux. Cette situation, qui a continué de se dégrader, concerne les deux sites de Valdunes : les 95 salariés à Leffrinckoucke et les 245 à Trith-Saint-Léger.

Aujourd'hui, à la forge de Leffrinckoucke, les salariés sont déjà au chômage partiel, même chose pour certains secteurs de l'usine de Trith-Saint-Léger. La faute à une baisse de commande, notamment de la SNCF, aggravée par l'explosion des prix de l'électricité, il y a de cela quelques mois.

Cela m'a obligé, en ma qualité de Maire, d'écrire officiellement, le 7 mars 2023, au président de la République, afin de lui faire part de cette situation sur notre territoire et bassin d'emploi.

En effet, la SNCF, ancien client principal, a délaissé les usines nordistes au profit de l'Espagne, l'Italie ou la République Tchèque, excepté un contrat de très faible ampleur – environ 6 000€ sur 2 ans.

La conséquence directe de cette situation est que l'usine de Trith-Saint-Léger ne produit plus qu'entre 22 000 et 25 000 roues par an ; alors que les salariés seraient capables d'en produire près de 90 000.

Notre inquiétude et celle des partenaires sociaux est que MG Steel, l'actionnaire chinois, envisage une série de mesures qui pourraient toucher durablement et fortement l'emploi.

**Alors même que Valdunes est la seule usine qui fabrique des roues pour le ferroviaire en France.** C'est un savoir-faire unique qu'il faut maintenir dans notre région et dans notre pays.

Dans une région , le Valenciennois qui cumule les indicateurs les plus défavorables : **un taux de chômage élevé**, un faible **niveau de formation (51 % des moins de 25 ans en recherche d'emploi** ont un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP), **des revenus faibles et une grande pauvreté – un seul exemple**, la médiane annuelle du revenu disponible brut par habitant est inférieure à 15 000€ par an (contre 20.640€ en moyenne en France) – **il devient urgent d'agir pour apporter une solution sur le long terme.**

Dans le contexte de guerre, les économistes s'accordent sur une crainte de la poursuite de l'inflation, avec un prix de l'énergie qui a été multiplié par quatre voire cinq, cet hiver et, par voie de conséquence, un allongement des délais de livraison de nombreux matériaux : le bois utilisé pour le packaging en provenance de Russie en est un parfait exemple.

Dans un contexte de réorganisation ferroviaire au niveau mondial, au sein duquel la Russie et l'Ukraine fournissaient près de 20% des roues, des solutions alternatives peuvent légitimement et objectivement être envisagées.

Nous avons décidé de nous mobiliser face à l'annonce du Groupe métallurgique chinois, MA Steel, de ne plus financer l'entreprise, dernier fabricant français de roues et d'essieux de trains.

- Nous soutenons les 340 salariés des deux usines, à Trith-Saint-Léger et Leffrickoucke, dans le Nord, qui ont entamé, le vendredi 5 mai dernier une grève illimitée. C'est pourquoi, nous étions aux côtés des salariés et des organisations syndicales, comme lors de la manifestation organisée le samedi 13 mai dernier.
- Nous soutenons les 245 salariés du site de Trith-Saint-Léger qui sont concernés par une probable fermeture si des solutions ne sont pas trouvées rapidement, comme un investissement de la BPI (Banque Publique d'Investissement) ou une reprise par un acteur industriel fort qui pourra assurer la continuité et la pérennité de l'entreprise.

**Il devient urgent d'agir pour apporter une solution sur le long terme.** Nous en appelons aujourd'hui directement à l'Etat afin que celui-ci puisse aussi intervenir directement auprès de l'actionnaire chinois; mais également auprès de la SNCF, dont l'Etat est actionnaire majoritaire, pour lancer de nouvelles commandes «made in France».

Le Conseil Municipal,  
après en avoir délibéré,  
à l'unanimité,  
décide d'adopter la motion présentée qui sera envoyée à :

- Monsieur le président de la République
- Monsieur le président de la Région Hauts-de-France
- Monsieur le président du Département du Nord
- Aux syndicats de Valdunes

Fait et délibéré, en séance, à Aulnoy-lez-Valenciennes, à la date que dessus.

La secrétaire de séance,  
Dany Saniez

Pour extrait conforme,  
Le Président  
Julien Dusart